

R é a c t i o n s

Les partis politiques de l'ancienne opposition ont réagi positivement à la première déclaration du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie (CMJD) qui a renversé mercredi dernier le régime du président Maouya Ould Sid'Ahmed Taya, après 7 ans de pouvoir d'exception et 14 ans d'un processus démocratique vivement contesté.

Certaines formations émettent certes des réserves, le cas de l'APP par exemple, notamment au sujet des promesses des pouvoirs militaires "qui ont toujours bercé les Mauritaniens par l'illusion de promesses jamais tenues", mais considère que le dénouement du 3 août est la conséquence logique "de l'entêtement du régime déchu et de sa gestion chaotique de la Mauritanie" qui est à l'origine d'une profonde crise économique et sociale dans le pays. Les amis de Messaoud Ould Belkheir restent opposés à toute prise du pouvoir en dehors de la

voie des urnes, mais constatent "que le pouvoir de Ould Taya n'offrait aucune autre alternative".

Véritable concert d'approbation

Quant à la mouvance islamiste, qui a rendu publique une déclaration portant la signature de 18 personnalités parmi lesquelles le professeur Mohamed Jemil Ould Mansour, elle "salue le changement de pouvoir intervenu dans le pays, réaffirme la nécessité de la concertation avec l'ensemble des acteurs politiques pour mettre en place les dispositions et mesures nécessaires au retour de la vie constitutionnelle, garantissant les libertés individuelles et collectives, conduisant à la réconciliation nationale afin de tourner la page douloureuse du passé".

Ce courant rappelle à la fin que le pays "a connu des années extrêmement difficiles sous l'ancien régi-

me" qu'il qualifie de dictature.

Pour le parti parti Sawab, il s'exclame: "enfin, le cauchemar est terminé!", en rappelant "les 20 ans de pouvoir dictatorial, de népotisme et d'accaparement des richesses nationales" qui ont abouti à une véritable "dérive tyrannique". Ce parti réclame la mise en place et "l'organisation d'un véritable état de droit garantissant les libertés individuelles et collectives".

Le Front Populaire, en dépit de son "opposition catégorique et ferme aux coups d'états militaires", une position de principe, "accueille favorablement les objectifs fixés" par le premier communiqué du CMJD, lequel vise la mise en place "d'un processus démocratique digne de ce nom" pour la naissance d'une nation "régie par des valeurs démocratiques".

L'Alliance pour la Justice et la Démocratie (AJD) de son côté "prend acte de la profession de foi

Suite en page 4

Après le coup d'Etat du 3 août

Réactions

Suite de la Une

du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie (CMJD), à savoir la mise en place d'un gouvernement de transition associant les acteurs politiques et la société civile."

Le parti de Cissé Amadou Cheikhou commence par se féliciter de la chute d'un homme qu'il considère comme "le dictateur le plus sanguinaire de l'histoire de la Mauritanie." Par ailleurs, la même formation affiche sa ferme intention "d'utiliser toutes les voies légales au niveau des juridictions nationales et internationales" dans la perspective d'une plainte contre le président déchu.

Le RFD, lui, rappelle la grave situation du pays sous le régime déchu et "invite toutes les forces politiques et la société civile à répondre positivement à l'appel de nos vaillantes forces armées et de sécurité", approuvant ainsi sans réserve le renversement du régime de Ould Taya, qui a été opéré sans violence.

Pour le Parti de la Troisième Génération (PTG), "les forces armées et de sécurité ont mis fin à un régime dictatorial qui n'a cessé de brandir des slogans démocratiques afin de maquiller la nature réelle de ses pratiques".

Le Pacte républicain, une tendance au sein du parti de Ould Taya, "prend acte du changement et exprime avec satisfaction les premières déclarations du CMJD", en rappelant que l'événement survient dans "un contexte marqué par une crise persistante" à la fois au niveau "politique, social et moral".

Une autre tendance au sein de l'ancien parti de Ould Taya, MADED, animée par Aboumediene Ould Bata et un groupe de cadres, déclare soutenir les orientations défendues par les auteurs du coup mais conditionne ce soutien par le respect des principes de bonne gouvernance et de tolérance qu'ils ont toujours défendus au sein de l'ancien parti au pouvoir, ainsi que de bannir la politisation de la tribu et son instrumentalisation à des fins électoralistes.

L'ancien chef de l'état, Mohamed Khouna Ould Haidallah "salue le coup d'état du 3 août 2005" comme un acte "qui a délivré la Mauritanie d'une dictature sanguinaire qui était en train de précipiter le pays dans le chaos". Le candidat malheureux à l'élection présidentielle de novembre 2003 réclame certaines mesures "pour ne pas décevoir l'espoir et les aspirations du peuple éprouvé par tant d'années d'injustices et de privations". Au nombre de ces mesures, il cite "la libération immédiate des prisonniers politiques, y compris ceux du putsch du 8 juin 2003 et l'amnistie pour les exilés", ainsi que "des réformes constitutionnelles".

L'Union Populaire Sociale Démocrate (UPSD) "prend acte de la déclaration de bonne intention du CMJD, comprend ses motivations et lui accorde un préjugé favorable". Le

parti de Mohamed Mahmoud Ould Mah se dit par ailleurs "convaincu que l'essentiel n'est pas tellement la façon dont les hommes arrivent au pouvoir, mais le contenu et l'exercice effectif" de cet instrument. Ce parti refuse "de verser dans le fétichisme du mot démocratique ni non plus dans celui de son corollaire la légalité constitutionnelle, surtout quand celle-ci a pour mission de légaliser le coup d'état qui l'avait précédé".

Quant au Parti Mauritanien du Renouveau et de la Concorde (PMRC), qui a "toujours souhaité une alternance pacifique", il aimerait "voir se concrétiser les promesses du président du CMJD" faites devant les représentants des partis politiques au cours de la rencontre du samedi dernier.

L'Union pour la Démocratie et le Progrès (UDP), une formation de l'ancienne majorité présidentielle, constate que "le régime du 12 décembre 1984" a été remplacé par un conseil militaire. Cette formation rappelle avoir inscrit son combat au départ dans la mouvance de l'opposition, dont la marge de manœuvre a été réduite au fil des années "par des séjours réguliers dans les geôles du régime déchu", avant de passer à la majorité. Le parti fondé par feu Hamdi Ould Moukness affirme aujourd'hui "son soutien" au nouveau conseil militaire et "l'invite à respecter scrupuleusement ses engagements dans l'honneur et la dignité".

C'est aussi le cas du parti "l'Union de la Planification pour la Construction" (UPC) présidé par le docteur Tewel Oumrou Ould Hmoyid qui estime que "le coup de force du 3 août est venu à point nommé sauver les Mauritanien d'un chaos qui a failli atteindre le point du non retour..." Le Rassemblement National des Organisations de la Société Civile Mauritanienne remarque "la situation de blocage dans laquelle se trouvait le pays" et proclame "son soutien entier au CMJD en vue de la mise en place d'une vraie démocratie".

Ghali Ould Abdelhamid, juriste et président de la LMDH, a été reçu le dimanche 07 juin 2005 avec les présidents des ong par le chef du Conseil militaire. Il déclare avoir "été impressionné par la sincérité des propos qui ont été tenus. J'étais en présence d'une vingtaine d'ONG dont les responsables m'ont affirmé qu'ils sont satisfaits de cet entretien. Il nous a affirmé et a pris l'engagement solennel qu'au plus tard dans un an, une nouvelle constitution sera soumise à l'approbation du peuple mauritanien et qu'au plus tard dans deux ans, et cela peut se faire avant, des élections parlementaires et exécutives seront organisées. Ce qui m'a marqué le plus, c'est qu'aucun des membres de ce comité militaire ni des membres du gouvernement transitoire ne peuvent se porter candidats à une quelconque fonction de l'Etat et cela est important. Il a souhaité bonne chan-

ce aux Mauritanien et je le félicite."

Pour Brahim Ould Boucheiba, président de l'Amitié Franco-Africaine pour la Solidarité des Peuples, il se félicite que ce changement ait eu lieu dans la paix et la quiétude et lance un appel aux nouvelles autorités du pays pour prendre les mesures urgentes de nature à consolider la concorde nationale notamment par la libération immédiate de l'ensemble des détenus d'opinion, une amnistie pour les condamnés pour délits politiques se trouvant à l'intérieur du pays et à l'étranger, un engagement ferme de rétablissement de tous les Mauritanien dans leurs droits, la désignation d'un gouvernement composé d'hommes propres et neufs, aptes à exécuter au mieux les engagements du CMJD d'une part et d'autre part, pour entamer l'émergence d'une administration juste, équitable et neutre, nécessaire pour la réussite de la démocratie, engager une concertation avec les acteurs politiques pour la conception et l'exécution d'un programme politique clair et précis en vue de l'instauration de la démocratie dans les délais les plus brefs possibles. Il appelle aussi à bannir tous les règlements de compte, sollicite des partenaires et des amis de la Mauritanie (ONU, UE, UA, Francophonie etc.) d'aider et d'accompagner le programme du CMJD qui a reçu l'aval et le soutien des Mauritanien.

Il invite notre classe politique et intellectuelle, à se hisser au niveau des attentes de notre vaillant peuple et éviter les querelles mesquines pour des intérêts particuliers: Région, tribu, groupe, etc.

Le FONADH, forum des associations nationales des droits humains, "se félicite de la destitution de Maaouya, prend acte des bonnes intentions du CMJD quant à l'instauration de la justice et de la démocratie en Mauritanie". Il recommande entre autres la mise en place d'une politique de réconciliation nationale, d'entamer une politique hardie pour l'éradication de l'esclavage, le retour des réfugiés, la régularisation de la situation des rescapés militaires et civils et sollicite une rencontre avec les nouvelles autorités.

Les membres de l'association des

cadres mauritanien d'expertise et de consultation au développement au niveau national et international ont publié une déclaration dans laquelle ils décident d'apporter leur soutien au changement et déclarent leur satisfaction du déroulement de ce changement dans la tranquillité et le respect de la dignité humaine dans toutes manifestations. Ils demandent au Conseil militaire à tenir ses engagements dans les délais les plus limités, et demandent "un véritable rétablissement des valeurs et de l'éthique moralisant la gestion de la république entière."

Parlant au nom de sa famille, Tene Daouda Guecy, conseiller juridique d'une banque de la place et fils de l'écrivain feu Tene Youssouf Guecy, un ancien officier des douanes et ancien directeur de cabinet du ministre des finances, mort en détention à Oualata en septembre 1988, après avoir été condamné à 5 ans de prison ferme par le tribunal correctionnel de Nouakchott pour "participation à la rédaction du manifeste du negro mauritanien opprimé", en septembre 1986, il affiche "un soutien sans faille" devant la décision de "nos vaillantes forces armées de mettre fin au régime pseudo-démocratique" de Ould Taya, qui a "bâillonné les libertés et le peuple" pendant de longues années. Il se dit confiant quant au respect des engagements pris par la junte dirigée par Ely Ould Mohamed Vall.

Mohamed Mahmoud Ould Hmeyada, professeur consultant en Education -Formation et homme d'Etat qui a servi à la permanence du comité militaire sous Haidallah, rappelle, à partir de sa situation d'homme expérimenté, qu'il "prône" son soutien à "cette auréole militaire constituée de colonels" et ne s'étonne pas que "la délivrance du pays" arrive par leur biais. Ils souhaite grandement que les cadres compétents, jeunes et moins jeunes, "efficaces et intègres, jouissent d'une attention particulière" de la part des nouveaux gouvernants.

Pour Bah Ould Rabah, "les événements du 3 août 2005 en font une journée mémorable". Cet homme se déclare comme "l'une des plus vieilles victimes de la justice partielle du régime

déchu et salue la perspective "d'un changement pour une Mauritanie plus juste et plus démocratique".

Un groupe de cadres, dont des médecins, ingénieurs et avocats, dont Dr Ahmed Ould Seyid, a été toutefois le premier à apporter son soutien sans réserve dans une déclaration, publiée le 3 août dans la matinée, demandant à "tous les citoyens de préserver et de soutenir ce changement historique."

Voix discordantes

Au milieu de ce concert d'approbation, quelques voix s'élèvent pour condamner "le coup de force" du CMJD. Le RDU de Ahmed Ould Sidi Baba, qui n'a jamais cautionné les coups d'états militaires, "exige un retour rapide à la légalité constitutionnelle et invite tous les acteurs politiques à se concerter de manière responsable pour assurer ensemble la réalisation de cet objectif" et il met en garde contre "toute lenteur de règlements de comptes".

Quant à l'Union des Forces du Progrès (UFP), elle condamne par principe le coup d'état militaire et réclame la formation "d'un gouvernement de large consensus national, face à la gravité de la situation et aux dangers dont elle est porteuse", avec le rappel suivant: "depuis plusieurs années, la Mauritanie vit une crise qui a débouché à deux ou trois reprises sur des situations de rupture de violence".

Le Rassemblement National pour l'Unité et la Justice (RNU) "condamne sans réserve le putsch du 3 août 2005 et exige un retour au pouvoir de Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya", le considérant comme "seul président de la République légitime jusqu'à la fin de son mandat".

Le Parti de l'Alliance Démocratique (PAD) a déclaré avoir appris avec "consternation le renversement des institutions démocratiques, appelle les auteurs du coup d'état à rétablir dans les plus brefs délais la légalité constitutionnelle."

AMADOU SECK